UNITE NATIONALE POUR LUTTER
CONTRE LA DICTATURE, POUR LA
DEMOCRATIE ET L'INDEPENDANCE
NATIONALE .

oooooooooooo0oooooooooooo

A P P E L D U P.C.R. d' Uruguay, traduit de " Justicia",
Janvier 1980

Edition "Justicia".

La terre tremble sous les pieds de la dictature. Cette dernière qui n'est jamais parvenue à se consolider alors qu'elle paraissait solide et ferme, a commencé à montrer de graves fissures. Elle ne peut se / maintenir sous sa forme actuelle, déjà elle marche vers sa mort. Elle s'agite encore, elle opprime, elle torture et elle tue mais elle devient chaque jour plus faible.

C'est la conséquence de plusieurs phénomènes dont l'un est l'épuisement politique même de la dictature. Son projet de former un gouvernement "civilo-militaire" qui resterait au pouvoir pendant un temps indéterminé, est tombé à l'eau il y a longtemps: son "fameux calendrier politique" est mort né. Cet échec est dû à l'héroïque résistance populaire et au développement des antagonismes internes à la dictature / elle-même. Celle-ci a essayé d'appliquer un projet de réforme constitutionnelle dans le but de donner une forme juridico-institutionnelle à la tyrannie. Grâce à cela elle prétendait élargir sa base politique et affermir son pouvoir. Il s'agissait typiquement d'une manoeuvre / pour assurer la continuité. La ferme opposition du Parti National et du Parti Colorado a fait avorter la manoeuvre. Aujourd'hui, la dictature se trouve au début d'un processus de décomposition et elle est détestée à mort par le peuple. Elle ne montre qu'un passé souillé par l'exploitation, par le sang du peuple et n'offre qu'un avenir sans espérances. Ses jours sont comptés.

La tyrannie doit succomber mais cela ne se produira pas à la manière inéluctable d'un processus naturel. Elle succombera sous les coups de l'opposition consciente, organisée de tout le peuple de l'Uruguay et de ses forces démocratiques.

UN ETAT MILITAIRE-POLICIER

La dictature a restructuré l'appareil d'état. Elle a créé un type d'état à l'opposé d'un état démocratique. Elle a centralisé tout l'appareil, éliminant totalement la division des pouvoirs. Elle a liquidé le pouvoir législatif et annulé l'indépendance du pouvoir judiciaire. Elle a ainsi centralisé au maximum le pouvoir politique. Un énorme appareil bureaucratique et répressif a été construit, il étend ses tentacules sur toute la société uruguayenne. Un état militaro-policier a été ainsi créé.

Le maintien de ce monstrueux appareil absorbe approximativement la moitié du budget national. Une part importante de ces sommes est destinée à payer les soldes considérables des hiérarques militaires et à garantir leurs énormes privilèges.

Cette structure, qui englobe depuis les états-majors des diverses armes et de la police, avec leurs organismes centraux et locaux jusqu'au vaste réseau de mouchards, d'entremetteurs, de collaborateurs à divers niveaux, c'est celle qui a permis aux putschistes de 73 de se maintenir au pouvoir jusqu'à aujourd'hui. En s'appuyant sur ce complexe militaro-policier une politique de terreur systématique a été appliquée, faite de détentions massives, de tortures prolongées, de persécution du mouvement ouvrier, de licenciements, de listes noires, de proscriptions politiques contre tous les secteurs démocratiques, de suppression de la liberté de la presse, de tentatives de contrôle des clubs sportifs et sociaux, y compris les clubs de quartiers etc. etc.

Cette structure bureaucratique et répressive grâce à laquelle on /

prétend contrôler jusqu'au dernier citoyen uruguayen et réprimer toute manifestation d'opinions opposées à celles du régime, est un instrument destiné à la pratique du terrorisme d'état dans le but d'intimider les masses populaires, de répandre la peur et de paralyser tout projet d'opposition politique.

La dictature a créé cet appareil spécial mais elle n'a pu lui donner ni cohérence idéologique, ni unité quant aux objectifs politiques.

Ne disposant pas d'une doctrine définie et exprimée il n'a pas non plus d'homogénéité idéologico-politique. A cause de l'absence d'une doctrine uniforme qui lui donnerait une assise permettant de parvenir à l'unité politique, les putschistes ne sont jamais allés plus loin que les références générales à la dite doctrine de la "sécurité nationale", plus loin que la répétition jusqu'à satiété des clichés archiconnus maccartystes et anticomunistes des temps de la "guerre froide" et qui ont servi toujours et partout aux réactionnaires pour défendre leurs privilèges et tenter de masquer leurs crimes.

En dernière instance, cet énorme appareil répressif tient son autorité uniquement de la "verticalité des postes de commandement". Sans une doctrine propre et uniforme, le régime n'a pu mettre au point d'autres instruments idéologiques et politiques qui lui serviraient à se doter d'un certain appui social. C'est pourquoi il n'a pu monter aucun type d'organisation politique, syndicale, corporative ou religieuse.

Manquant d'un quelconque soutien et honni par le peuple tout entier, le régime tyrannique ne se maintient qu'à l'aide de la terreur. Il recourt à la terreur de façon permanente. Les détentions massives, la torture systématique, les séquestrations, la persécution de milliers de patriotes etc., etc., ont été la constante du régime.

Afin de séquestrer, torturer et assassiner les patriotes, les putschistes ont créé des groupes spéciaux formés de militaires et de policiers. Ces groupes jouent le rôle d'hommes de mains de la dictature.

Ces commandos terroristes ont aussi agi hors du pays, en Argentine par exemple, où ils ont kidnappé des centaines d'Uruguayens les faisant disparaître et assassinant certainement nombre d'entre eux. Parmi les disparus figurent plusieurs de nos camarades. Les mêmes commandos, agissant en commun avec ceux de la dictature argentine, ont violemment et lâchement assassiné les patriotes uruguayens Hector Gutierrez Ruiz, Zelmar Michelini, William Withelaw et Rosario Barredo. L'activité des commandos assassins de la dictature a fait de nombreuses victimes parmi les militants populaires.

multiples et variés sont les crimes de la dictature. Elle a voulu étendre une terreur noire sur tout le peuple oriental. La terreur a atteint les rangs mêmes de l'armée. Il est certain que ce sont des membres des commandos terroristes de la dictature, les auteurs de l'assassinat du colonel Ramon Tralbal après que ce militaire eut fait connaître ses divergences avec quelques aspects de la politique suivie par le régime.

LA BASE SOCIALE DE LA DICTATURE

La base sociale de la dictature est constituée essentiellement d'une

poignée de grands bourgeois de la finance liés surtout à la banque monopoliste et ceux qui s'adonnent à la spéculation sur les terres et terrains, à la construction de résidences et d'hôtels énormes et luxueux en particulier dans les stations balnéaires de luxe. Les puissants groupes économiques jouant le rôle d'intermédiaires (achat-vente) pour les produits de l'agriculture et de l'élevage ainsi que certains groupes monopolistes du commerce import-export sont les partenaires dans l'application de cette politique. Participe aussi à cette politique un secteur très réduit de grands propriétaires terriens tout à fait parasites disposant de grands latifundias improductifs.

LE PROJET CENTRAL DU REGIME

Le régime dominé par les grands financiers et spéculateurs avait pour objectif de réunir toutes les conditions pour que ce petit groupe oligarchique étroitement lié à l'impérialisme fasse des affaires fabuleuses en peu de temps. Son projet central était, et est encore, de convertir l'Uruguay en une place financière internationale. Pour réunir les conditions qui rendraient ce projet viable il fallait détruire la démocratie traditionnelle uruguayenne, restructurer l'appareil d'état et établir "l'ordre et la paix des cimetières". Ainsi seulement l'on pouvait convertir le pays en un paradis pour les requins des finances internationales et leurs laquais locaux.

Partie prenante de cette entreprise de braderie nationale certains militaires de haut grade se sont lancés désespérément dans la voie du coup d'état et de la répression. Certains généraux et/ou leur proches ont fait de grandes affaires. Ainsi, du jour au lendemain sont apparus de rutilants "hommes d'affaires" en uniformes de généraux ou de colonels faisant briller leurs vestes chamarrées à côté des costumes bien coupés des spéculateurs et banquiers monopolistes bien connus.

REPRESSION CONTRE TOUT LE PEUPLE

Pour ce qui est de ce siècle, jamais le pays n'a connu pareille misère, ni le chômage à un tel niveau, ni l'émigration si massive, ni un taux d'exploitation si élevé de la force de travail, ni la faillite de tant d'entreprises industrielles et de firmes commerciales, ni la ruine de tant de producteurs agricoles.

Au cours des sept dernières années, environ 800 000 Uruguayens se sont vus forcés d'émigrer.

Il s'agit de jeunes pour un grand nombre et d'ouvriers pour la plupart. Mais il s'agit aussi d'une grande partie des intellectuels, des membres de professions libérales, des techniciens, des artistes, des scientifiques etc... Malgré cela le chômage réel atteint 17%. Le salaire réel n'est que la moitié de celui de 70 qui déjà était faible si nous le comparons au salaire payé au cours de la décennie des années 50. La population, selon les chiffres officiels, dépasse à peine les 2.700.000 habitants. Pratiquement la même q'il y a vingt ans!

Rien qu'en sept ans la dictature a fait reculer le pays à tous les points de vue : économique, social, politique, culturel, démographique etc... L'économie, notamment, a subi de sérieux dommages. Les forces productives ont été pour une grande part détruites. Ceci nous pouvons

particulièrement le vérifier si nous voyons ce qui est arrivé à la main-d'oeuvre du fait que les ouvriers, en premier lieu les ouvriers qualifiés se sont vus obligés à émigrer et/ou à s'exiler. Les industriels nationaux, ceux qui sont parvenus à survivre à la politique économique de la dictature se sont trouvés incapables de renouveler leurs équipements et d'appliquer de nouvelles techniques de production, ce qui a provoqué une hausse des coûts et une baisse de la qualité des produits. Beaucoup d'industriels se sont ruinés et d'autres peuvent à peine maintenir leurs usines en fonctionnement. Nombre de commerçants ont fait faillite et ont fermé leurs négoce.

A la campagne, les cultivateurs à revenus moyens connaissent d'énormes difficultés, ils doivent faire face à de lourdes dettes et à de sérieux problèmes de distribution de leurs marchandises. Une partie d'entre eux a dû vendre ses terres et son matériel en dessous de leur valeur. Encore plus grave est la situation des paysans pauvres qui n'ont pas le nécessaire pour vivre et ne disposent pas de matériel adéquat. Les fermiers ont dû faire face à une augmentation exorbitante des fermages.

Les paysans, les producteurs agricoles en général ont dû subir la double exploitation qu'impliquent la politique économique de la dictature et l'activité spoliatrice des intermédiaires et des thésauriseurs monopolistes, ce qui a provoqué une réduction de leurs revenus et une augmentation parallèle de leurs dettes.

Toutes les classes et catégories sociales qui composent la nation ont été touchées par la politique économique de la dictature. C'est sur les épaules des travailleurs qu'elle pèse le plus lourd. L'oligarchie a cherché à résoudre la crise à son profit en jetant toute la charge sur nos ouvriers provoquant ainsi une situation de surexploitation de la classe ouvrière jamais connue auparavant dans le pays.

Pour pouvoir appliquer cette politique de surexploitation des ouvriers il a fallu interdire tout type d'organisation syndicale, dresser des listes noires, licencier des milliers de dirigeants ouvriers, en incarcérer des centaines, en persécuter des dizaines de milliers et réprimer à feu et à sang toute tentative de grève ou de protestation concernant des salaires ou des conditions de vie meilleures.

D'autres part, la dictature a ouvert les portes au capital monopoliste étranger. Le contrôle de l'étranger s'est donc accru sur l'économie nationale. Notre dépendance vis-à-vis du centre impérialiste s'est accentuée. Du fait de la surexploitation des travailleurs, de la diminution du crédit, de la hausse des intérêts, de la suppression des barrières douanières, de la privatisation des entreprises estatales, des facilités accordées à la banque monopolistique et au capital financier international, de la hausse des fermages et des loyers etc. etc., une situation inconnue auparavant dans notre pays a été créée, apportant misère, incertitude et désespoir dans les foyers uruguayens.

Les porte-parole du régime font une propagande continuelle à partir de prétendus succès économiques. Ils parlent, par exemple, de la diminution du déficit budgétaire mais ils ne disent pas qu'il est dû, avant tout, à la dénationalisation et au démantèlement d'entreprises estatales oeuvrant dans des secteurs clés de l'économie nationale. Ils disent aussi que les réserves de devises ont augmenté mais ils oublient de signaler aussi que, en conséquence, la dette extérieure a énormément augmenté. Ce phénomène apparaît encore plus grave quand on cons-

tate que la plus grande partie des capitaux introduits dans le pays l'a été sous forme de capitaux destinés à la spéculation financière et, en aucune façon, à des investissements dans la production. Ces capitaux peuvent sortir du pays à un moment quelconque tout comme ils y sont entrés ce qui provoquerait sans aucun doute une grave crise financière.

Ce qui s'est produit dans la construction montre bien le caractère de la politique économique. Il est vrai que ce secteur a connu un certain développement mais uniquement au profit d'une ou de deux grandes entreprises monopolistes qui s'occupent de construction à des fins spéculatives, bâtissant des immeubles énormes et luxueux dans les zones résidentielles et dans les stations balnéaires.

Les faits donc sont clairs, ils démentent péremptoirement la propagande officielle. La réalité se révèle être un appauvrissement général du pays, une grave détérioration de l'économie et une plus grande dépendance économique. Certes, l'inflation et la crise ont bénéficié à une poignée de membres de l'oligarchie mais aux dépens du peuple uruguayen dans son ensemble.

LES ANTAGONISMES SE DEVELOPPENT

Dire que la dictature n'est pas monolithique et que des contradictions internes s'y manifestent, ce n'est pas nouveau. Il y a longtemps que notre parti a signalé cela et l'a expliqué. Mais, sans doute, ce que l'on ne saisit pas toujours c'est le degré de décomposition auquel est parvenue la dictature.

Les contradictions ne sont pas demeurées immobiles, statiques. Elles se sont aiguës. Les luttes internes se sont amplifiées. Différentes camarillas se disputent sur chaque charge, chaque résolution, chaque petite part de pouvoir. Chez certains le mécontentement augmente et, chez d'autres, de nouveaux ressentiments naissent. Cela ne ressemble en rien au monolithisme.

Au sein des Forces Armées les antagonismes se développent. Dans l'armée de terre, par exemple, existent et agissent quatre groupes distincts au moins, appartenant à autant de tendances. Les différents groupes se disputent intensément. La même chose se passe dans la marine où deux tendances bien définies s'affrontent. C'est une composante logique du processus en cours.

A partir de juin 1973, les auteurs du putsch ont voulu diriger le pays comme ils dirigeaient les casernes. Ils ont cru que le pays pourrait être une énorme caserne. Ils ont introduit le règlement de la caserne au siège du gouvernement et, avec une mentalité de militaires, ils ont dirigé le pays croyant que gouverner était aussi simple que commander une caserne.

Il va sans dire que dans leurs calculs ils avaient totalement laissé de côté le peuple de l'Uruguay, croyant peut-être qu'il se comporterait comme une troupe obéissante et soumise. C'est pourquoi ils n'ont jamais prévu qu'ils auraient à affronter la grande grève générale et la résistance populaire qui a suivi. Ils ont été surpris car les travailleurs ont affronté avec leurs poings nus les baïonnettes, les fusils, les canons et les tanks d'une armée qui se mettait contre le peuple pour l'opprimer en lui arrachant ses libertés et ses conquêtes économiques. Ce qui, avant tout, a accentué les différences existantes et a contribué à ^{en} créer de nouvelles au sein des forces armées c'est la lutte, la résistance, la haine ressentie par le peuple. Le

front des putschistes qui, au début, paraissait monolithique s'est rapidement fissuré. Les faits ont montré que le monolithisme était seulement une apparence.

D'AUTRES CRISES PLUS GRAVES ECLATERONT

L'année 78 a marqué la reprise du mouvement populaire. Depuis lors, la résistance populaire a commencé à se manifester sous des formes / concrètes d'opposition. De larges secteurs sociaux comme, par exemple, celui des agriculteurs, celui des industriels, celui des commerçants se sont fait entendre en réclamant liberté et bien-être. Là-dessus des luttes ouvrières et étudiantes ont surgi, elles ont marqué la rupture avec la période de reflux et une nouvelle phase annonciatrice de nouvelles mobilisations populaires plus importantes.

Cette situation a rempli de peur la poignée de réactionnaires et de liquidateurs de la patrie qui n'ont pas trouvé d'autres réponses que le renouvellement d'une dure répression. Pourtant ils n'ont rien pu / obtenir, ils n'ont même pas pu recomposer leur front interne. Au contraire, les différences et les contradictions existant entre les divers secteurs du régime se sont aggravées. C'est ainsi que ces derniers mois on a pu entendre des opinions critiques provenant du Conseil d'Etat même et d'autres organismes officielles.

Certaines personnes qui, à un certain moment, ont exercé des fonctions gouvernementales après le coup de 73, comme c'est le cas du docteur Alberto Demichelli, ont prononcé des jugements sévères sur la / dictature et ont demandé la liberté, des élections et la libre activité des partis politiques.

Au sein des Forces Armées les heurts, les chocs et disputes entre les différents groupes ont augmenté. Le mécontentement s'est accru et de plus en plus d'officiers pensent qu'il est nécessaire de chercher une issue politique et de remettre le pouvoir aux civils.

Le développement des contradictions internes a fait éclater, en diverses occasions, des conflits dont les échos sont parvenus aux oreilles du public. La dictature, épuisée politiquement, se meut dans un / cercle vicieux : elle a seulement pu résoudre les conflits de manière transitoire en étant forcée de réunir les conditions favorables à de nouvelles crises plus graves. La situation générale conflictuelle / n'est pas pour autant dépassée. Il faut s'attendre que, dans un avenir pas trop éloigné, elle évolue jusqu'à l'éclatement de crises politiques plus importantes. Cela se produira d'autant plus sûrement que / s'affirmera la tendance à la reprise du mouvement populaire. Les derniers événements politiques dans le pays confirment cette tendance. Ainsi les événements de ces derniers mois révèlent que le redéploiement du mouvement social d'opposition populaire est suivi d'une reprise de l'activité politique sensible déjà à travers certaines mobilisations politiques d'envergure que la dictature n'est pas parvenue à supprimer. Du mois de septembre à aujourd'hui, il y a eu d'importantes actions politiques parmi lesquelles il convient de signaler celles qui ont été menées par le Parti National.

Tous ces faits ainsi mentionnés dessinent les contours d'un processus conduisant au renforcement du mouvement populaire qui, objectivement, a pour projet de passer de l'étape de résistance à une étape d'opposition politique active. Au cours de ce processus l'instabilité du régime s'accroîtra et des conditions favorables au développement de ces divisions et disputes internes s'accumuleront, ainsi il existera une situation plus propice au déclenchement de la lutte populaire de masses destinée à abattre la dictature.

Il faut signaler que cette situation ne s'est pas créée toute seule mais qu'elle a été provoquée par les facteurs suivants : en premier lieu, la résistance permanente que le peuple a opposée à la dictature et, ce fait essentiel que cette dernière, dès le départ, a été marquée, affaiblie par la grandiose grève générale; en second lieu, l'échec rencontré par la dictature dans ses efforts pour consolider le régime civilo-militaire; en troisième lieu, l'impossibilité devant laquelle elle s'est trouvée de légitimer son pouvoir en se fabriquant une armature juridique et institutionnelle afin de justifier sa permanence au pouvoir; en quatrième lieu, un total isolement sur le plan international allant de pair avec un total isolement à l'intérieur et, en cinquième lieu, l'existence de secteurs différents et même antagoniques au sein même des Forces Armées.

Tout au long de cette période, le principal protagoniste a été notre peuple qui, sans jamais trébucher, a toujours opposé la plus ferme résistance à la dictature.

LA CAPACITE DE LUTTE DU PEUPLE N'A PU ETRE DETRUITE

La dictature est née dans l'isolement. Pour réaliser le coup d'état de 73 les militaires n'ont disposé de l'appui d'aucune force politique d'importance significative. Les partis nationaux, le Parti Blanco et le Parti Colorado, la Démocratie Chrétienne, l'hebdomadaire Marcha, notre Parti, ce qui plus tard a été le P.V.P., le Parti Socialiste, l'Union Populaire se sont tous vigoureusement opposés au putsch et ont soutenu la grande grève générale politique que l'héroïque classe ouvrière a déclenché spontanément. Dès le premier moment, notre parti et les forces politiques à tendances nationalistes ont énergiquement dénoncé le caractère anti-national et anti-populaire du coup d'état.

Les grands partis comme le Parti National et le Parti Colorado, avec notre parti qui avait lancé le mot d'ordre de la création du Front Anti-fasciste, les autres partis qui se sont opposés depuis l'année 1972 à l'escalade vers le coup d'état, escalade commencée au mois d'avril de la même année, et qui se sont à nouveau opposés énergiquement à la tentative du coup d'état de février 1973 en dénonçant la nature réactionnaire et anti-nationale, ces partis ont vigoureusement affronté le coup d'état en juin 1973 et n'ont jamais abandonné la bannière de la démocratie. Aujourd'hui comme alors, ils ont très fermement pris position contre le coup d'état sans jamais défendre les appels insistants que faisaient certains en faveur de la formule de "gouvernement civilo-militaire" et des fameux communiqués 4 et 7. Notre parti a donc montré le caractère réactionnaire du coup en préparation et il a démasqué la politique des putschistes en même temps qu'il appelait à la formation d'un vaste front contre le putsch.

Ni le Parti National, ni le Parti Colorado ne se sont prêtés en aucun moment aux manoeuvres des putschistes qui n'ont cessé de chercher à les attirer au moyen de promesses de participation. Au contraire, ils se sont toujours maintenus aux côtés de la résistance contre la tyrannie, fidèles à leurs traditions démocratiques.

Au cours de ces années d'oppression et de terreur, le peuple jamais n'a cédé dans sa résistance. Au contraire, celle-ci s'est étendue, elle a augmenté tant en intensité qu'en ampleur et en organisation.

En dépit des persécutions, de la prison, de la torture, des séquestrations et des assassinats, les hommes et les femmes du peuple ont essayé divers moyens, divers types d'organisation et de résistance. Les liquidateurs de la patrie n'ont pas pu détruire au moyen de la terreur l'indomptable esprit de liberté du peuple uruguayen. Ils n'ont pas pu

anihiler la capacité de lutte des travailleurs. Cette capacité à l'état latent se manifestera à l'avenir dans de grandes luttes de masses.

LA CLASSE OUVRIERE URUGUAYENNE

Depuis qu'elle existe en tant que classe, la classe ouvrière uruguayenne a été la plus dynamique de toute la société et c'est à la faveur de ses luttes que le peuple a réalisé des conquêtes qui ont fait de l'Uruguay une exception démocratique en Amérique Latine jusqu'à une date avancée de la décennie 60.

Ces conquêtes populaires et démocratique ont été le fruit des luttes ouvrières, paysannes et étudiantes longues, pleines de sacrifices, de combativité, luttes pour la liberté, le bien-être et l'indépendance. Tout au cours de ce processus la classe qui a été véritablement sur le front est la classe ouvrière.

Notre classe ouvrière, en effet, a une longue tradition de lutte, elle a commencé à lutter en tant que classe au dernier tiers du siècle dernier. Depuis lors, il y a eu d'innombrables combats d'importance menés par le prolétariat parmi lesquels se détache la grande grève générale politique de 1973 qui a été la réponse ouvrière et populaire au coup d'état réactionnaire.

La grève fut un mouvement spontané de la classe ouvrière, aucun parti ne l'a préparée, ni l'a lancée, aucun parti, aucune organisation ne l'a dirigée. Ce fut une expression spontanée de la combativité de la classe ouvrière.

L'importance de cette lutte n'est pas seulement locale, elle ne se réduit pas au cadre national mais elle revêt une signification particulière sur le plan latino-américain et sur le plan mondial. Sans crainte de nous tromper nous pouvons affirmer que la grève générale de 73 est l'une des plus massives, des plus prolongées et des plus combattives dans l'histoire du mouvement ouvrier du monde. Nous pouvons dire aussi, qu'en tant que grève politique nationale, elle a été la plus longue et la plus massive du monde ouvrier latino-américain.

Cette gigantesque lutte du prolétariat n'est pas restée limitée aux travailleurs salariés mais elle a uni et mobilisé autour de la classe ouvrière, dans un très large front uni, toutes les autres classes qui composent la nation. On a donc vu lutter aux côtés des ouvriers, les paysans, employés, étudiants, intellectuels, commerçants et industriels nationaux. Plus de 90% des Uruguayens se sont joints à la lutte autour de la classe ouvrière, ils ont totalement paralysé le pays durant quinze jours. La classe ouvrière a joué une fois de plus, son rôle d'avant-garde.

Notre parti a montré que la grève n'était pas une simple borne supplémentaire sur la route de la classe ouvrière en lutte mais plutôt qu'elle représente un moment décisif de l'histoire nationale.

Cette lutte marque un virage historique dans le processus national. Elle a représenté un saut qualitatif dans les mouvements de masse. En juin 73, la lutte des classes a fait un saut, de l'accumulation graduelle des luttes populaires; elle est passée subitement à un grand combat de tout le peuple conduit par les travailleurs.

Sans direction politique, sans un programme pré-établi, sans organisation appropriée, sous une forme spontanée, le peuple uruguayen a fait faire un saut historique à ses luttes écrivant des pages sublimes de son histoire, luttant pour mettre en route des changements pro

fonds et durables de caractère démocratique, conforme à l'intérêt national. Cette brusque transformation du processus a ouvert une étape nouvelle dans notre pays. Le parti affirme que la période historique ouverte avec le début de la grève n'est pas encore parvenue à son terme. Notre patrie vit aujourd'hui sous le signe de cette lutte politique de masses sans pareil dans l'histoire de l'Uruguay. L'ombre de la grève s'étend sur tout le mouvement social et politique national. Son souvenir est comme un fantôme qui remplit de terreur et de haine les ennemis de la patrie. Il est présent dans les masses populaires et il sera présent dans les futures luttes du peuple pour la libération nationale.

La grève indique une direction, elle signale une voie, elle définit une tactique et une stratégie.

L'OPPOSITION POLITIQUE AU REGIME SE RENFORCE

En dépit des interdictions, des persécutions et des attentats tous les partis nationaux intensifient leur action. Le Parti National a réalisé des activités importantes, tout comme le Parti Colorado. Notre parti, dans des conditions de clandestinité absolue, continue sa lutte. Le P.V.P. maintient une activité permanente dans la résistance. D'autres forces politiques s'organisent et luttent.

Nous pouvons dire d'une manière générale, quel'on se trouve dans une phase de transition. C'est à dire que le mouvement politique est en train de passer de l'étape de la résistance à une étape annonçant une période d'offensive du mouvement populaire. Graduellement les conditions se réunissent.

L'ensemble du mouvement politique a un point commun qui lui sert à la fois d'axe et de boussole. Ce point de convergence est l'union contre la dictature. Un mouvement d'unité nationale a pris corps contre la dictature. Il existe dans la pratique, au cours de cette étape, un front uni antidictatorial qui comprend l'ensemble des forces politiques nationales.

Le mouvement d'opposition politique tend à se développer en ampleur et en énergie déployée. Les grands partis nationaux réaffirment leurs positions favorables à la démocratie et renforcent leurs activités anti-dictatoriales. Ici, il nous paraît nécessaire de souligner l'importance de la déclaration politique du Parti National publiée au début de l'année 79, c'est un document politique de valeur qui dénonce et démasque la duplicité, la fausseté de la politique d'"institutionnalisation" de la dictature, en même temps qu'il établit de manière précise les conditions minimales indispensables à la mise en route de tout processus de démocratisation. Il faut mentionner le discours démocratique solitaire mais conséquent du journal "El Día" qui s'est constitué, malgré les menaces et les sanctions, en un porte-parole des opposants à la dictature, et en une tribune de diffusion des idées démocratiques. La Démocratie Chrétienne, notre Parti, le P.V.P., le Parti Socialiste, le Mouvement Patria Grande que dirige ce lutteur infatigable qu'est Don Enrique Erro intensifient leurs activités dans le mouvement de masses et luttent avec des forces renouvelées contre la dictature.

L'Eglise Catholique qui a toujours réclamé avec insistance pain et liberté pour le peuple rejette l'arbitraire et les crimes du régime. L'Eglise Protestante agit de manière tout aussi courageuse. Le mouvement religieux uruguayen profondément démocratique et anti-dictatorial

est extrêmement préoccupé par la misère qui affecte le peuple uruguayen, par l'oppression dans laquelle il vit et par la totale absence / de liberté, conséquences de la politique de la dictature.

Toutes les catégories sociales qui composent le peuple, tous les / partis nationaux , tous les groupes et secteurs religieux, enfin tous les Uruguayens montrent leur désaccord, leur mécontentement envers le régime et réclament que soient respectés les droits de l'homme, le droit de réunion, d'association, le droit à la liberté de la presse. Tous demandent la libération des prisonniers politiques. Les ouvriers, les paysans, les étudiants, et les intellectuels, les commerçants petits et moyens, les industriels nationaux, les producteurs agricoles veulent justice , démocratie, de meilleurs salaires, de plus larges crédits, bien-être pour le peuple. A travers tout le territoire du pays s'élève une clameur générale pour le pain, la liberté, le travail.

Au sein des Forces Armées les secteurs démocratiques et patriotiques nationalistes d'origines diverses se consolident et croissent. Beaucoup d'officiers qui avaient été -ou qui sont- réprimés et persécutés s'organisent. Beaucoup d'entre eux ont eu à subir des vexations, des humiliations et de graves ennuis à cause de chefs réactionnaires et corrompus. Parmi les jeunes officiers il y a d'importants secteurs nationalistes et démocratiques qui rejettent la tyrannie et se sentent honteux des crimes ordonnés et commis par les chefs réactionnaires et anti-nationaux. On est même arrivé à une situation où des secteurs / des Forces Armées, qui, dans un premier moment ont appuyé le coup / d'état, aujourd'hui, se trouvent opposés à la dictature, opposés à sa permanence.

Il est très possible que dans les Forces Armées cette tendance continue à se développer.

MANŒUVRES DE LA DICTATURE

Pour faire face à cette situation générale de résistance populaire, d'isolement à l'intérieur et à l'extérieur, d'émiettement croissant / du front tyrannique et totalitaire, la dictature a fait plusieurs tentatives. La principale d'entre elles a été le projet de réforme constitutionnelle inclus dans le fameux "calendrier".

Le projet en question avait trois objectifs immédiats : premièrement permettre d'obtenir une base politique, deuxièmement parvenir à un certain consensus interne qui permette de dépasser les divisions, et troisièmement diviser les grands partis Blanco et Colorado et usurper leurs noms et leurs slogans.

On peut dire aujourd'hui que la manoeuvre a échoué. Cet échec est dû au ferme refus opposé par le peuple au piège de la continuité, d'une part, et à l'opposition du Parti National et du Parti Colorado d'autre part.

Une autre manoeuvre fut la loi sur les syndicats que l'on prétendait utiliser pour orchestrer un mouvement syndical jaune. Mais ce fut une tentative sans lendemain à cause du refus ouvrier et populaire.

LA TRADITION DEMOCRATIQUE DE NOTRE PEUPLE

Tous ces faits montrent que notre peuple a, inscrit dans le sang, / l'amour de la démocratie et de la liberté. Ce sentiment fait partie / de la tradition nationale qui commence avec la vie et l'oeuvre de notre plus grand héros Don José Gervasio Artigas, continue avec Oribe, Leandro Gómez et Aparicio Savaria. Tradition qui réapparaît, incarnée / par les chefs démocrates Don José Batlle y Ordoñez et Don Luis Alberto de Herrera fondateurs et inspirateurs des deux grands courants politiques nationaux, des figures qui dépassent les limites de leurs partis respectifs pour être des personnages historiques de dimension nationale.

Dans notre patrie, la démocratie est une aspiration profonde des masses. La pensée démocratique a de profondes racines dans les coeurs des Uruguayens de même que la conscience nationale, deux choses présentes dans le programme d'Artigas. Sans exagération nous pouvons dire que notre peuple est profondément nationaliste et démocratique. Ce trait que l'on retrouve dans la situation politique nationale aujourd'hui provient du fond même de notre histoire.

Toutes les tentatives de la dictature pour détruire ce sentiment démocratique et national ont été et resteront inutiles. Les efforts des bourreaux du peuple se briseront contre ce sentiment qui est un élément de la psychologie nationale et qui a des racines profondes dans l'esprit du peuple uruguayen.

LE PARTI

Notre parti est petit et nous avons dû subir de dures répressions, beaucoup de camarades ont été assassinés, d'autres ont disparu, d'autres ont souffert de longs emprisonnements et beaucoup d'autres comptent aujourd'hui plus de six ans en prison, par ailleurs beaucoup ont été forcés à l'exil. Pourtant, le parti a continué ses activités, dans la plus totale clandestinité vainquant les persécutions, les provocations et les calomnies. Aujourd'hui, nous continuons à combattre au / coeur même du mouvement populaire stimulant la lutte contre la dictature pour la liberté et la démocratie.

Nous faisons partie du mouvement ouvrier et nous luttons pour son unité. En tant que parti, nous avons commis des erreurs politiques, avant 1971 surtout. Malgré ces erreurs nous avons toujours défendu le marxisme-léninisme et les intérêts de la classe ouvrière uruguayenne.

Le parti a dénoncé l'escalade vers le coup d'état, le coup de février 1973, il s'est élevé contre le coup de juin 1973 et a lutté contre lui. Nous n'avons jamais cessé d'affronter avec fermeté et décision les ennemis de la patrie et la tyrannie pendant que nous oeuvrions avec force et souplesse dans la tâche visant à unir toutes les forces pouvant être rassemblées dans la lutte contre le régime despotique qui opprime la patrie.

Le parti recherche l'unité des ouvriers, l'unité du peuple, il cherche aussi à élargir ses connaissances sur la réalité économique, politique et sociale du pays et sur son histoire. Nous avons conscience / que pour être capables d'agir en politique de manière scientifique il est essentiel d'avoir une vision claire de notre histoire, de la situation actuelle, de la marche du mouvement de ses aboutissements.

Rien de ce qui est national ne nous est étranger, nous sommes chair et sang du peuple. Nous faisons partie de la classe ouvrière et du / peuple de l'Uruguay et notre histoire imprègne toute notre politique.

Le parti entend résoudre le problème de l'application de la théorie générale du marxisme-léninisme de manière créatrice à la réalité concrète particulière de l'Uruguay, il y voue ses modestes forces. Le / parti pense que cette question essentielle n'est pas encore résolue. Le problème est posé. Pour le résoudre il nous faut partir de la situation de notre patrie et de la situation de l'Amérique Latine. Cette tâche est incluse dans une autre plus vaste : l'application de la théorie générale à la réalité latino-américaine.

Notre patrie fait partie de cette formation sociale, historico-culturelle relativement homogène qu'est l'Amérique Latine. Nos pays, qui ont une origine et une histoire communes, connaîtront certainement un avenir commun. Bien sûr, affirmer cela ne signifie pas ignorer les différences entre nos pays et dont certaines sont profondes. Cela n'implique pas non plus que l'on ignore la façon selon laquelle la loi du développement inégal s'est appliquée en Amérique Latine.

Il est indispensable d'analyser les différents problèmes, les divers aspects passés et présents de la réalité de notre pays, de manière indépendante, avec nos propres cerveaux, sans concepts pré-établis. Il est nécessaire aussi que nous sachions élaborer et que nous tâchions de développer la théorie de manière indépendante. Nous sommes communistes donc internationalistes. Nous sommes internationalistes parce que communistes mais nous savons parfaitement qu'être internationalistes ne signifie pas être des imitateurs, des copieurs. Il faut s'écarter de ce terrain malsain, de ce bouillon de culture dans lequel, il n'y a pas longtemps, nous avons vu évoluer beaucoup de forces politiques qui n'étaient rien de plus que les échos de mondes vieillissants, les reflet d'un vide étranger à leur réalité. Des tonneaux vides ! forme pure sans aucun contenu !

SOUVERAINETE, INDEPENDANCE, NON-ALIGNEMENT, AUTODETERMINATION

Actuellement, la lutte pour l'hégémonie mondiale s'intensifie entre les deux super-puissances. Les Etats-Unis, super-puissance en décadence cherchent désespérément et frénétiquement à garder leurs possessions. L'Union Soviétique, super-puissance en expansion, cherche agressivement à étendre ses domaines et à conquérir l'hégémonie mondiale. La rivalité entre les super-puissances met sérieusement en péril la / paix du monde.

Les visées hégémonistes et expansionnistes déterminent une course à veugle aux armements et allument des foyers de guerre en différentes parties du monde.

Les grandes puissances s'interposent contre le droit à l'auto-détermination des peuples, elles déclenchent des guerres locales d'agression, occupent des territoires d'autres pays, installent des bases et des centres d'espionnage, interviennent dans les affaires intérieures d'autres peuples violant leur indépendance et souveraineté.

L'Amérique Latine n'est pas une exception dans ce tableau général. Au contraire, dans son ensemble elle est déjà le théâtre de la lutte entre les deux super-puissances.

Dans cette situation, il est essentiel que les peuples luttent pour

l'indépendance nationale, pour le non-alignement, pour la non-intervention et l'auto-détermination. Défendre la souveraineté et l'indépendance signifie lutter contre toute intervention étrangère qu'elle soit le fait des Etats-Unis ou le fait de l'Union Soviétique. Cela signifie aussi combattre contre les pactes militaires, contre la politique des blocs à visées agressives, contre les guerres d'agression.

Un pays qui en opprime un autre ne peut être considéré comme un pays libre. Nous demandons le retrait de toutes les troupes étrangères, / l'annulation des pactes à visées agressives et l'arrêt des interventions étrangères dans les problèmes internes d'autres pays.

Le parti a toujours soutenu qu'il est nécessaire de conquérir une / indépendance réelle pour suivre sa politique propre en conformité avec les intérêts nationaux, ceux de la patrie et ceux de l'ensemble de / l'Amérique Latine. Ainsi, nous avons toujours mis en avant le slogan indépendantiste "ni ancien maître, ni nouveau maître".

Le parti s'est toujours opposé aux guerres d'agression et à la course aux armements. Nous nous élevons contre la guerre, contre les pactes à visées agressives, nous sommes pour une paix durable. C'est pour / quoi nous luttons pour la paix et pour le désarmement total, pour le démantèlement des blocs d'agresseurs.

Le sentiment national est fortement enraciné chez le peuple de l'Uruguay, celui-ci veut se libérer du capital monopoliste yankee mais / il ne veut pas tomber aux mains des Soviétiques. Il désire être un / peuple libre qui décide lui même de son destin.

Il y a, aujourd'hui dans le monde, une tendance claire et qui est la tendance principale, celle de l'intensification de la lutte des nations pour l'auto-détermination et l'indépendance nationale. Les peuples et les nations opprimés n'acceptent aucune forme d'oppression nationale et se rebellent. Cette tendance principale au renouveau et au renforcement de la lutte pour l'indépendance des nations se manifeste par / l'existence de mouvements nationalistes et populaires multiples et puissants dans un grand nombre de pays. Elle se manifeste aussi dans le / triomphe de révolutions nationales comme celle du Nicaragua et de l'Iran. Dans le cas du Nicaragua, le peuple après une lutte exemplaire a détruit une des dictatures les plus anciennes et les plus sanguinaires du continent. Dans le cas de l'Iran, la révolution a mis fin à une monarchie millénaire et à plus d'un siècle de domination impérialiste.

Dans ce moment de l'histoire, les peuples et les pays du Tiers-Monde qui constituent objectivement un courant différent opposé aux grandes puissances intensifient leurs luttes pour obtenir, et pour consolider leur indépendance, défendre leur souveraineté et accélérer leur développement économique. Ils intensifient aussi leurs luttes pour établir un nouvel ordre économique mondial. Notre pays devra, une fois / la dictature abattue, lier des relations avec les pays du Tiers-Monde avec lesquels il a beaucoup d'intérêts communs. Nous pouvons dire que toute l'Amérique Latine est dans un cas général.

Le renforcement de la solidarité entre les peuples et pays latino-américains est une nécessité objective due à notre histoire commune. Il existe objectivement une communauté d'intérêts entre les peuples et pays latino-américains. C'est pourquoi il sera nécessaire d'aller graduellement vers des liens étroits entre nos peuples et pays.

Les super-puissances cherchent à diviser et à opposer nos pays. C'est une vieille tactique impérialiste. Elles font tout leur possible pour créer des conflits régionaux dans le but de provoquer des guerres entre deux ou plusieurs pays latino-américains. C'est ainsi qu'elles

ont stimulé les affrontements entre le Chili et le Pérou, entre l'Argentine et le Chili.

Il est nécessaire de dénoncer cette politique de division menée par les super-puissances. Il faut dénoncer leur façon d'utiliser ces conflits pour vendre d'énormes quantités d'armes à chacun des adversaires.

Au cours de l'étape nouvelle qui s'ouvrira avec la chute de la dictature, l'Uruguay devra raffermir ses liens avec les pays démocratiques d'Amérique Latine. Nous devons renforcer nos relations diplomatiques et économiques. Nous devons marcher vers une plus grande intégration et une plus grande coopération économique.

D'une manière générale, nous devons établir des relations diplomatiques et commerciales avec tous les pays du monde sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Notre pays devra aussi renforcer ses relations avec les pays qui se sont récemment libérés du colonialisme et qui affrontent le néo-colonialisme. Nous devons rompre les relations avec les racistes d'Afrique du Sud, avec le régime réactionnaire de Taïwan et nouer des liens avec les mouvements anti-colonialistes et les mouvements de libération nationaux du continent africain.

L'ISOLEMENT INTERNATIONAL DE LA DICTATURE

Sur le plan international, la dictature se trouve dans une situation totalement défavorable. Il y a quelques mois, elle a essayé de modifier le tableau conjointement avec les dictatures réactionnaires et sanglantes de Videla en Argentine, de Pinochet au Chili, de Stroessner au Paraguay. Les quatre dictatures ont voulu construire une alliance réactionnaire afin de s'aider mutuellement. Mais cette alliance est condamnée à l'échec car les dictatures argentine et chilienne connaissent d'énormes difficultés dues à la montée des luttes ouvrières et populaires dans leurs pays respectifs.

Le refus et la dénonciation des crimes de la dictature s'accroissent irrésistiblement dans le monde. La scène internationale résonne de multiples voix qui dénoncent les crimes, la corruption, et la braderie du pays. De ce fait l'isolement international dans lequel se débat la dictature augmente.

LA DICTATURE DOIT S'ECROULER

Sur le plan intérieur, la dictature est aussi totalement isolée. Elle est l'expression de la domination d'une poignée de membres de l'oligarchie pro-impérialiste. Tout le peuple uruguayen la rejette. Dans la bataille contre la dictature, c'est aujourd'hui la lutte contre l'oligarchie et l'impérialisme qui s'exprime. La victoire peut être au bout du combat s'il est mené sur la base de l'unité populaire.

L'activité de la dictature se déroule sur un terrain très peu ferme. Il est possible de s'en débarrasser à cause de cette instabilité due à son isolement et à ses contradictions internes. On peut voir aujourd'hui des signes annonciateurs d'une nouvelle crise qui pourrait être la crise ultime du régime.

La corruption régnant au plus haut niveau, l'oppression, l'inflation, la rareté, la pénurie, le chômage massif, etc... exaspèrent les esprits.

Le parti soutient qu'il est nécessaire de renverser la dictature et il affirme que, grâce à la mobilisation des masses, cet objectif peut être atteint. En se mobilisant le peuple de l'Uruguay peut mettre à bas la dictature. Seul le peuple peut libérer le peuple des tyrans. Et ce sera mieux pour le peuple même. Le parti pense que des conditions plus favorables pour la classe ouvrière et les masses populaires se présenteront si la dictature s'écroule par suite d'une lutte populaire.

Comme meilleur moyen d'abattre la dictature, le parti propose une grève générale. Pour nous, c'est là, la méthode adéquate. Au moyen de la grève on peut renverser la dictature.

Cela ne signifie pas que nous proposons de déclencher la grève générale maintenant. Celle-ci doit être préparée avec soin et méthode. Il est normal de penser que cette préparation demandera un certain temps et des conditions politiques déterminées. Mais il faut aussi se dire qu'il existe déjà des conditions suffisantes pour commencer cette préparation. Une fois la grève sérieusement préparée, il faudra attendre le moment opportun pour la déclencher.

Maintenant il s'agit de préparer la grève, nous croyons qu'il est possible de parvenir à l'accord des grandes forces politiques nationales, pour mettre en route l'organisation de la grève générale.

Le parti est convaincu que maintenant il existe assez de conditions favorables pour commencer la préparation de la grève générale de masses qui a pour objectif le renversement de la dictature.

Le parti appelle donc le peuple à se préparer à la mobilisation et à la lutte. Le parti appelle toutes les forces politiques nationales à participer à cette préparation.

Par ailleurs, le parti n'oublie pas qu'il est possible que la chute de la dictature soit provoquée autrement, par exemple par l'évolution même de ses contradictions internes. Il existe par là la possibilité de prendre une voie semblable à celle qu'ont suivie d'autres pays comme la République Dominicaine ou l'Equateur ou, plus notamment encore, l'Espagne. Mais il est clair que le chemin à prendre dépendra du développement concret de la résistance et de la lutte anti-dictatoriale. De toute façon, le facteur déterminant pour que se produisent des changements sera la lutte des masses populaires contre la tyrannie et pour la démocratie.

La classe ouvrière uruguayenne a un intérêt historique en tant que classe d'avant-garde à renverser la dictature anti-nationale. Elle y a aussi un intérêt pratique puisqu'elle est naturellement l'axe d'un grand mouvement national dont la devise est "Justice, Liberté, et Souveraineté".

La classe ouvrière a donc un intérêt primordial à l'établissement d'une réelle démocratie. Abattre la dictature et établir la démocratie est une exigence de tout le peuple. Le premier pas sera d'établir la démocratie.

Dans cet état de choses, le parti luttera de toutes ses forces pour parvenir à l'unité avec tous les secteurs sociaux, religieux, les groupes, les partis et organisations à visées nationales.

Il faut développer un grand mouvement d'unité nationale pour renverser la tyrannie et ouvrir ensuite la voie à un processus de démocratisation, de développement économique, de bien-être pour le peuple et d'indépendance nationale. Il existe dans les faits un front uni anti-dictatorial. Il se vérifie dans les faits que l'on peut attein-

dre le même objectif par des chemins différents. Il est, néanmoins, nécessaire de canaliser le front qui existe objectivement vers une grande alliance nationale.

C'est la lutte pour la liberté qui est au centre de ce mouvement. Et pour conquérir la liberté il faut abattre la dictature. Renverser la dictature et conquérir une démocratie sans exclusion d'aucune sorte, tels sont les objectifs prioritaires.

Une fois la démocratie conquise, nous lutterons pour la consolider et l'élargir. Il sera nécessaire de défendre la démocratie de façon conséquente contre toute menace postérieure de putsch d'où qu'elle vienne.

Pour atteindre ces objectifs il est vital d'arriver à un accord entre les grandes forces politiques et les autres parties nationales, qui se concrétise dans une politique d'unité d'action anti-dictatoriale.

Après la chute ou le renversement de la dictature, il faudra installer un Gouvernement provisoire de Coalition nationale qui ouvre une étape de démocratisation, une étape de progrès dans la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

Le parti défend l'idée d'une alliance anti-dictatoriale car il est nécessaire de parvenir à un consensus des forces politiques nationales, à des accords qui permettent la défense et l'élargissement des conquêtes démocratiques réalisées. Le parti est disposé à apporter des idées, des suggestions, à fournir des efforts pratiques pour chercher des solutions aux problèmes du pays au cours de la nouvelle étape qui suivra la chute de la dictature.

Autour de ces thèmes il est possible de rendre effectif un mouvement d'unité nationale dont l'histoire de notre patrie tirera profit. L'alliance nationale sera l'instrument adéquat pour amener les transformations démocratiques conformes aux exigences du peuple.

Aujourd'hui, le parti combat dans la clandestinité pour une démocratie sans exclusives, pour de meilleures conditions de vie et de travail pour tous et pour une politique extérieure souveraine qui ne faiblisse devant aucune super-puissance.

La tâche principale du parti, axe de toute sa politique actuelle, est de lutter pour réaliser l'alliance de tous les partis et de tous les secteurs opposés à la tyrannie. L'alliance anti-dictatoriale constitue la colonne vertébrale de notre politique. Renverser la dictature pour conquérir la démocratie exige l'unité de toutes les forces anti-dictatoriales.

Pour le parti, le Gouvernement provisoire de Coalition nationale qui succédera à la dictature devra appliquer les différents points du programme suivant :

- 1- Libération de tous les prisonniers politiques
- 2- Annulation de toutes les lois répressives
- 3- Légalisation de l'activité de tous les partis politiques sans proscriptions d'aucune sorte
- 4- Totale liberté d'action et d'association pour le mouvement ouvrier
- 5- Des élections totalement libres
- 6- Une assemblée nationale constituante
- 7- Augmentation des salaires et création d'emplois

- 8- Défense et promotion de l'industrie nationale
- 9- Etatisation des entreprises dénationalisées par la dictature
- 10- Protection et aide aux paysans pauvres et moyens
- 11- Expropriation des latifundias improductifs. Réduction des fermages. De plus larges crédits pour l'agriculture.
- 12- Une politique extérieure de non-alignement. Opposition à la politique des blocs. Rejet de l'exploitation impérialiste. Rejet de l'expansionisme et de l'hégémonisme. Défense de l'auto-détermination des peuples. La politique extérieure doit être fondée sur la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la patrie.

Il est possible sur la base de ces points d'obtenir une large unité nationale incluant tous les secteurs et les forces sociales et politiques, l'Eglise Catholique, l'Eglise Protestante, les grands partis nationaux : le Parti Blanco et le Parti Colorado, la Démocratie Chrétienne, notre Parti, le Parti Socialiste et d'autres Partis nationaux, tout comme les secteurs démocratiques patriotiques des Forces Armées.

La chute de la dictature sera inévitablement la conséquence des luttes populaires, de l'érosion interne, de l'isolement et de la répudiation dont elle est internationalement l'objet. Alors, s'ouvrira une ère au cours de laquelle à partir de l'unité, la fermeté et la combativité des larges masses, nous conquerrons la démocratie et nous avancerons dans le processus de libération nationale.